

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Pauvre Suisse

On aime parler de concordance en Suisse, de consensus aussi et de cohésion. Sur sa photo officielle pour 2006, le Conseil fédéral se met en scène devant la croix helvétique. Au moment où ce cliché est présenté, Caritas estime le nombre de pauvres en Suisse à un million. Pour en arriver à ce chiffre, le pays a fait du chemin. Il y a 70 ans, lors de la Grande dépression des années 1930, environ un cinquième de la population dépendait de la charité publique et privée. Or, pendant les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, ce phénomène disparaît presque complètement.

Aujourd'hui, la préoccupation de tomber au chômage s'accompagne à nouveau de l'inquiétude de devenir pauvre. Le nombre de *working poor* ne cesse d'augmenter en raison des pressions sur les bas salaires et la perte vertigineuse du pouvoir d'achat des moins bien lotis. Dix ans de crise et dix ans de réduction des revenus disponibles, notamment en raison de l'explosion des primes d'assurance-maladie, ont fait en sorte que la lutte contre la pauvreté est redevenue un enjeu majeur de la politique suisse. Derrière la photo à la croix blanche et chrétienne, il y a la réalité d'une constante détérioration sociale.

La «démocratie de concordance» pouvait avoir un sens et avait un certain contenu lorsqu'elle était basée sur un minimum de redistribution des richesses et des fruits de la croissance. Lorsque les pontes de la droite l'invoquent aujourd'hui, leur discours est devenu insupportable. Quand ils disent cohésion, ils pensent cadeaux fiscaux. Quand ils dissertent sur le consensus, ils veulent dire que la majorité populaire doit payer sa propre précarisation en acquiesçant. Quand ils prônent la concordance, ils le font avec un sourire cynique à peine dissimulé. A la gauche de répondre par une combativité militante accrue et une conscientisation politique permanente.

Réd.

PHOTO © ANNE-ELISE VULLOUD



DOSSIER

Agriculture: un champ politique en friche

Longtemps enfant chéri de la politique suisse, le monde agricole est aujourd'hui en déshérence. Abandonné par les milieux bourgeois, il est touché de plein fouet par les conséquences de la libéralisation du commerce international et la forte diminution du soutien étatique. Face à ces évolutions difficiles, la gauche peut et doit jouer un rôle prépondérant.

Notre dossier examine la place politique de la paysannerie, les enjeux internationaux des négociations à l'OMC et ses conséquences pour la Suisse, les changements dans la politique agricole suisse, et les alternatives pour une agriculture socialement, économiquement et écologiquement durable. Surtout, il en appelle à une nouvelle alliance entre la gauche et le monde agricole, car la sécurité alimentaire est aussi un enjeu de service public.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort
Halte au dumping
fiscal des cantons.

Page 3

International
Montée de
la gauche en
Amérique latine.

Page 11

National
Double
référendum:
quel engagement?

Page 12

Chroniques de la planète foot

Que la politique soit une affaire bizarre en Italie, c'est un fait. Mais il arrive tout de même que l'on puisse encore s'étonner de certaines histoires, et celle-ci vous glace littéralement le sang. On ne parle pas là d'un chef de gouvernement qui légifère en sa faveur, ni d'une rixe au Sénat, ou de coalitions qui naissent et meurent en un rien de temps. Non, rien de tout ça. Cette histoire se passe sur les terrains de football de la Péninsule. Le cliché a fait le tour du monde et fait couler beaucoup d'encre: Paolo Di Canio, joueur de la Lazio de Rome, saluant ses supporters le bras tendu en avant; le salut fasciste, quoi. Il faut expliquer ici que les supporters «ultras» de la Lazio sont reconnus comme étant des nostalgiques affirmés de la matraque et tendanciellement portés vers l'extrême droite. Pour preuve, les dizaines de croix gammées dans les gradins, les chants fascistes, les insultes raciales aux joueurs de couleur, les visages de Mussolini sur leurs pullovers, etc. Juste histoire de poser le décor.

Bref, pour en revenir au geste de Di Canio (qui est un récidiviste en la matière), l'horreur touche des sommets lorsqu'il déclare, pour se justifier, que son salut «est un salut romain, le salut que mon peuple s'adresse afin de se reconnaître en une série de valeurs communes,

et qu'il n'y a pas lieu d'y voir une connotation politique». Brillant, mais merci de ne pas nous exposer ces soi-disantes valeurs... Peut-être le café serré? Les glaces de la Place d'Espagne? Le cappuccino le matin? les spaghetti à l'Amatriciana? Oui, c'est peut-être cela qu'il entend, mais le tatouage «DUX» qu'il arbore sur son bras droit permet d'émettre de sérieux doutes sur cette hypothèse.

L'affaire déclenche quand même un vague sursaut en Italie, ce qui n'est déjà pas si mal pour un régime totalitaire, et les instances «compétentes» décident de punir le joueur, et avec la manière! Résultat: 1 match de suspension et une amende 10'000 Euros. Dans la vraie vie, ça ressemble presque à un jour de congé non-payé...

La mollesse dont il a été fait preuve vis-à-vis de ce petit facho, dont l'influence sur des masses qui l'idolâtrèrent n'est pas à prouver, est inquiétante et accablante au possible. Le manège du ballon rond n'en finit pas donc de se discréditer jour après jour, laissant quasi la voie libre à l'expression de néo-nazis répugnants et en mal de visibilité, toujours à la recherche de nouveaux terreaux à infester. Vigilance et résistance donc, car là ça n'a plus rien d'un jeu.

Maurizio Colella

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr. 29.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Salima Moyard (SM), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Géraldine Savary (GS), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Jean Tschopp (JT), Christian Vullioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Claude Vaucher, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz.

Webmaster:

Kevin Luximon.

Responsable promotion:

Gérard Duvoisin.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 **Pauvre Suisse**
- 2 **Chroniques de la planète foot**
- 3 **Halte au *dumping* fiscal des cantons!**
- 4 **Filature en conflit**
- 5 à 10 **Dossier: Agriculture: un champ politique en friche**
- 11 **Amérique latine: un continent qui ne cesse de surprendre**
- 12 **Quelles méthodes face aux lois xénophobes?**
- 13 **Agglo: Fribourg avance à petits pas**
- 13 **Vaud: Les vrais enjeux des communales**
- 14 **Une histoire de vingt années méconnues de la gauche romande**
- 15 **Page de droite – Humour**
- 16 **La dernière – Agenda**



Halte au dumping fiscal des cantons!

Depuis plusieurs années, la concurrence fiscale entre les cantons s'est accentuée. Cette politique, qui ne profite qu'aux plus riches, menace à terme la cohésion nationale.

Alors que la Confédération ne cesse de reporter certaines charges financières sur les cantons, que les revenus des plus riches progressent plus vite que ceux de la majorité de la population et que le nombre de pauvres en Suisse a augmenté ces dernières années – comme l'a révélé une récente étude de Caritas –, les cantons ne font qu'accroître ces phénomènes en se faisant une concurrence fiscale acharnée pour attirer les plus riches du pays ou de l'étranger. Zoug, Schwyz et Nidwald s'étaient faits les spécialistes d'une telle politique; ils ont été suivis par le Tessin, et plus récemment par Obwald.

Cette concurrence fiscale a l'effet pervers de niveler par le bas les impôts pour les plus riches, comme l'a montré la récente décision d'Obwald, le canton avec la charge fiscale la plus forte en 2004, de diminuer drastiquement ses impôts pour les plus riches avec l'introduction d'un impôt dégressif pour les personnes physiques avec des revenus supérieurs à 300'000 francs (système déjà en partie introduit à Schaffhouse et Appenzell intérieur). Elle conduit à baisser les impôts des plus riches, qui peuvent plus facilement changer de lieu d'habitation. Pour répondre à une

telle diminution des recettes provenant des plus aisés de la société, les cantons et la Confédération peuvent soit baisser leurs dépenses, en particulier dans le domaine social, soit augmenter la fiscalité indirecte qui touche de manière uniforme l'ensemble des ménages.

DES DISPARITÉS CANTONALES TRÈS FORTES

Les disparités de la charge fiscale entre les cantons sont pourtant déjà particulièrement fortes. Selon l'indice global de la charge fiscale des cantons, qui pondèrent différents critères comme les charges sur le revenu, la fortune, le bénéfice net et le capital des entreprises, elles varient de 1 à 3 (voir tableau ci-contre). En 2004, avant la décision du canton d'Obwald, la charge fiscale pouvait varier de 1 à 3 entre Zoug, champion des privilèges fiscaux, et Obwald, qui avait une charge trois fois supérieure (avant la décision de décembre dernier). Toutefois, cet indice global ne tient pas compte des variations cantonales des taux d'impôt selon les niveaux de revenu, de fortune ou du bénéfice des entreprises.

Comme le révélait la *NZZ am Sonntag* du 18 décembre dernier, deux tiers des cantons avaient

ou étaient sur le point d'adopter des baisses d'impôt. Ces disparités, qui ont déjà augmenté ces dernières années, risquent encore de s'accroître à l'avenir pour plusieurs raisons.

«UN DANGER POUR LA DÉMOCRATIE»

C'est ainsi que la conseillère d'Etat UDC du canton des Grisons, responsable des finances, qualifiait les risques d'une concurrence fiscale acharnée entre les cantons. Elle n'a pas tort. Les risques d'un cercle vicieux de sous-enchère fiscale représentent une menace pour l'équilibre confédéral entre cantons et pour la fonction de redistribution des richesses de la fiscalité.

Tout d'abord, la grande majorité des cantons ont déjà supprimé leurs impôts sur les successions. Deuxièmement, l'or de la Banque Nationale Suisse redistribué aux cantons a été utilisé dans certains cantons pour baisser leurs impôts, alors que d'autres se servaient de cette manne fédérale pour réduire leur dette. Après la décision d'Obwald, la concurrence fiscale entre les cantons risque donc encore de s'accroître, ce qui constitue à moyen terme une menace pour la cohésion du pays.

A ce titre, les cantons romands sont particulièrement mal placés face à cette spirale infernale. Ce sont eux en général qui connaissent des indices de charge fiscale

plus élevés et des endettements plus importants. Si la concurrence fiscale s'intensifie, ils risquent d'y perdre des plumes, et leurs habitants les plus défavorisés avec.

André Mach

INDICE GLOBAL DE LA CHARGE FISCALE DES CANTONS EN 2004

Zoug	51.7	1
Schwyz	64.1	2
Tessin	70.8	3
Nidwald	75.2	4
Argovie	84.5	5
Zurich	91.3	6
Bâle-Campagne	94.1	7
Genève	95.7	8
Appenzell Rh.-Int.	97.2	9
Suisse	100.0	
Vaud	102.2	10
Thurgovie	102.5	11
Saint-Gall	108.1	12
Soleure	111.6	13
Bâle-Ville	113.5	14
Berne	113.7	15
Appenzell Rh.-Ext.	114.4	16
Schaffhouse	114.9	17
Grisons	116.5	18
Glaris	123.6	19
Lucerne	126.0	20
Neuchâtel	128.8	21
Fribourg	130.3	22
Valais	131.5	23
Jura	138.1	24
Uri	145.9	25
Obwald	150.3	26

Source:
Administration fédérale des contributions.

QUELLES RÉPONSES DE LA GAUCHE?

Pour contrecarrer cette spirale de la concurrence fiscale au bénéfice des plus aisés, le PSS tarde à réagir. Même si plusieurs interventions parlementaires de députés socialistes demandent une harmonisation fiscale matérielle entre les cantons ou des améliorations de la fiscalité, celles-ci n'ont guère de chances d'obtenir des majorités au Parlement. D'autre part, cela fait plusieurs années que différents scénarios d'initiatives populaires sont examinés par les instances du PSS. Différentes options sont à l'étude: 1) harmonisation des taux d'impôt cantonaux selon une fourchette entre 80 et 120; 2) Impôt fédéral pour les plus riches, avec des revenus supérieurs à 400'000 francs; 3) Imposition par la Confédération d'un taux d'impôt identique pour tous les cantons pour les revenus les plus élevés. Chaque option a ses avantages et ses inconvénients.

Le PSS devrait décider dans le courant 2006 quelle option sera retenue pour le lancement d'une initiative populaire. Affaire à suivre...

AM

BLOCHER EST CONTENT DE LUI



Filature en conflit

Un conflit qui touche actuellement la filature zurichoise *SLG Textil AG* à Glattfelden dans le canton de Zurich, dont les origines remontent au 19^{ème} siècle et à la famille industrielle Rieter, illustre la dureté des relations de travail dans un des anciens secteurs phares de l'industrie suisse, celui du textile. Fin novembre 2005, 57 salarié-e-s, essentiellement des femmes migrantes, reçoivent leur lettre de licenciement pour fin février 2006. L'entreprise fermera. C'est tout. Pas

d'ouverture de négociations avec le personnel, pas d'indemnité prévue, rien de cela. Les ouvrières les plus déterminées approchent alors le syndicat *Unia* et le 20 décembre a lieu une grève d'avertissement de 24 heures soutenue par la plupart des salarié-e-s.

La grève débouche sur une trêve passagère. Le patron de l'entreprise, Adrian Blumer, concède un plan social en parlant d'indemnités de départ allant jusqu'à quatre salaires mensuels pour

les plus anciens. Or, la direction refuse d'entamer des négociations avec les salarié-e-s et encore moins avec leur représentant syndical, *Unia*. Face à ce refus catégorique, le syndicat et le personnel décident de se tourner vers l'office cantonal de conciliation. Leurs revendications sont de trois ordres. Premièrement, la signature d'un plan social digne de ce nom. En second lieu, la clarification de la situation de logement car bon nombre d'employé-e-s vivent dans des logements d'entre-

prises. Enfin, la garantie que l'argent accumulé dans le fonds de prévoyance interne à l'entreprise soit utilisé pour satisfaire les demandes du personnel et ne soit pas affecté à d'autres fins. Pour l'instant, aucune issue concrète n'a encore été trouvée.

PhMü

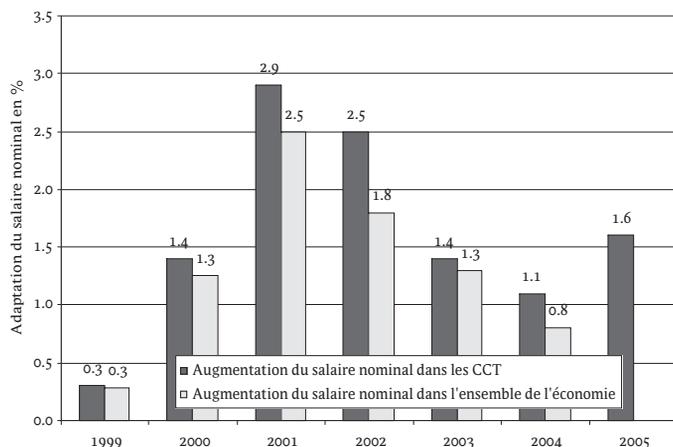
Source: *Work*, 23.12.2005; communiqué de presse *Unia* du 9.1.2006.

LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL: C'EST PAYANT!

Au cours des cinq dernières années, les salaires régis par une convention collective de travail (CCT) ont régulièrement plus augmenté que l'économie en moyenne. Cela signifie que les salaires des personnes couvertes par une CCT ont plus progressé que ceux des personnes qui ne bénéficient pas d'une CCT. Manifestement, les négociations collectives se révèlent payantes. Ce n'est guère surprenant, car celui qui doit négocier individuellement avec son employeur se trouve souvent dans une position difficile. Derrière cette réalité se cache le fait que les salaires ne sont pas définis par des lois économiques abstraites. Ils sont bien au contraire l'aboutissement de rapports de force. Là où le taux de syndicalisation est élevé et où des négociations collectives ont lieu, les salaires ont augmenté plus que la moyenne. Ces dernières années, ce sont en particulier la construction, le trafic ferroviaire et les communications (*Poste* et *Swisscom*) qui sont apparus comme des locomotives en matière de salaire. C'est précisément parce que les négociations collectives s'avèrent payantes pour les salarié-e-s qu'on ne s'étonnera pas de voir certains patrons de la branche des transports routiers ou de l'agriculture s'opposer bec et ongles à toute CCT.

Tiré de Daniel Oesch (in *Work*, 9.12.2005)

AUGMENTATIONS DES SALAIRES CONVENTIONNELS (CCT) ET DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE



Sources: Office fédéral de la statistique: (1), accords salariaux conventionnels (CCT) (2) et évolution des salaires selon les assurances-accidents

CULTURE OUVRIÈRE

L'UTO disparaît de Suisse romande

L'Union du Touring Ouvrier (UTO) a fait savoir, par une circulaire adressée à tous ses membres francophones en septembre dernier, que dès janvier 2006 son bulletin d'information ATB ne paraîtra plus qu'en langue allemande. La circulaire explique qu'il ne reste plus que 74 membres francophones (1,2%), tendance en recul, moyenne d'âge d'environ 70 ans, «raisons pour lesquelles le bilinguisme ne devient plus une obligation.»

L'UTO, fondée en 1916 comme l'union du cyclisme ouvrier «Solidarité», a encore environ 7,000 membres en Suisse allemande. Elle n'est pas représentée au Tessin. Comme le SATUS et les Amis de la Nature, elle est une organisation sportive et culturelle issue du mouvement ouvrier. En 1995, elle a subi une «restructuration» et s'est donnée une forme d'association et un logo «modernes» qui ne laisse subsister ses origines qu'à l'état de vestige (seules les initiales ATB survivent du nom «Arbeiter Touring Bund»). Depuis 1995 son nom officiel est, aussi en français, «ATB Association pour Sport, Trafic, Loisirs». Ses activités sont essentiellement sportives, centrées sur le vélo; elle offre aussi des services (assurance, dépannage) aux automobilistes et motocyclistes.

Alors qu'en Suisse allemande l'UTO-ATB, comme le SATUS et les Amis de la Nature, restent associées à la mouvance socialiste, en Suisse romande elle est tombée sous le contrôle du PdT dès la fondation de celui-ci, et l'a suivi dans son déclin. Les 74 membres qui lui restent sont majoritairement un club d'ânés du PdT. Elle n'a plus réussi à attirer les jeunes générations, ni la majorité de la gauche, qui se sont tournés plutôt vers l'ATE (Association transports et environnement).

Le déclin de l'UTO en Suisse romande, comme sa perte d'identité en Suisse allemande, sont un épisode de plus dans l'érosion des structures et institutions du mouvement ouvrier héritées du siècle dernier. Comment reconstituer le tissu associatif qui assurait au mouvement syndical et socialiste une influence sociale plus large est une question à laquelle celui-ci n'a pas encore trouvé de réponse.

Dan Gallin

DOSSIER: AGRICULTURE: UN CHAMP POLITIQUE EN FRICHE

L'impératif d'une deuxième alliance rouge-verte

La lente agonie de l'agriculture suisse (en moyenne sept exploitations qui ferment par jour, depuis une dizaine d'années) ne semble pas émouvoir outre mesure les milieux de la gauche. On a parfois l'impression qu'elle préfère se concentrer sur d'autres victimes de la libéralisation de l'économie. Le paysan «restructuré» ou «libéralisé» n'aurait finalement que ce qu'il mérite, conservateur, pollueur, profiteur qu'il serait. Et pour certains, le fait que l'essentiel de la paysannerie disparaisse, laissant la place à quelques «jardiniers du paysage», écologistes et «bio», semble être le signe d'une modernisation nécessaire. C'est singulièrement s'aveugler sur les enjeux économiques et sociaux de l'agriculture. Un aveuglement qui fait que la gauche risque de commettre une triple erreur.

TROIS ERREURS

Erreur d'abord sur la baisse du soutien étatique. L'affaiblissement du soutien étatique à l'agriculture n'est de loin pas indépendant de l'affaiblissement du soutien à d'autres secteurs. La volonté de soumettre les agriculteurs à plus de marché, plus de concurrence et moins de protection n'est jamais qu'une déclinaison particulière du projet néo-libéral global. La lutte pour un rôle régulateur, fort et solidaire, de l'Etat dans l'économie peut constituer un vecteur d'une nouvelle politique d'alliance entre la gauche et la paysannerie.

Erreur ensuite, car la gauche sous-estime largement l'impact très fort de l'image rurale dans les représentations politiques en Suisse. Images, certes, essentiellement liées à des valeurs conservatrices. Mais la transformation de l'ancien PAI en UDC ultralibérale crée un vide important dans ce domaine, vide que la gauche serait bien inspirée de remplir. Et il n'est pas écrit dans les étoiles que la paysannerie soit de toute éternité une force politique conservatrice. Les changements dans les rapports de production produisent toujours aussi des changements politiques. Pour la gauche, il s'agit d'une opportunité unique à saisir.

Erreur enfin, si la gauche croit que la disparition des paysans en tant que producteurs n'a que peu d'importance. Il faut, bien sûr, que l'agriculture devienne plus écologique, et le dépassement d'un certain produc-

tivisme industrialiste forcené est une nécessité. Mais cela ne saurait suffire. Les paysans sont là pour produire: produire mieux, de manière plus écologique, mais produire. C'est tout le sens de la «souveraineté alimentaire» réclamée par les forces progressistes du Sud comme du Nord. C'est aussi le sens de la «sécurité alimentaire» que réclame la constitution helvétique et que la gauche se doit d'invoquer en tant qu'activité de service public au même titre que la santé, la protection sociale ou les services d'infrastructure.

UNE PERSPECTIVE

Deux pistes concrètes méritent d'être poursuivies dans cette perspective. La première concerne le développement des structures coopératives dans le domaine du crédit dont l'importance pour de nombreux agriculteurs est indiscutable. La mise sur

un pied d'une banque postale à 100% contrôlée par les pouvoirs publics peut servir à garantir la disponibilité de crédits bon marché pour des paysans en quête de capital afin d'élargir ou de moderniser leurs exploitations. La seconde a trait au renforcement des coopératives de commercialisation des biens alimentaires. Celui-ci permettrait non seulement aux producteurs de s'affranchir peu à peu du pouvoir tutélaire des grandes chaînes de distribution. Il permettrait en même temps une réduction bienvenue des prix à la consommation des produits de base, à l'heure où le pouvoir d'achat des couches salariales les moins bien loties ne cesse de se dégrader. Au désintérêt croissant de la droite bourgeoise pour les agriculteurs, la gauche doit opposer une sérieuse tentative de rapprochement avec le monde paysan.

Romain Felli & Philipp Müller

PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOD



La droite bourgeoise et les paysans
Détour par l'histoire.

6

Quand les milieux économiques laissent tomber l'agriculture
Les réformes libérales des années 1990.

7

L'OMC, les paysans et le libéralisme débridé
Au service de «l'agro-business».

8

Se sucrer sur le dos des paysans suisses
Enjeu concret pour l'agriculture suisse.

9

D'autres bases pour l'agriculture
L'agriculture durable en débat.

10

DOSSIER: AGRICULTURE: UN CHAMP POLITIQUE EN FRICHE

La droite bourgeoise et les paysans: histoire d'une cooptation

Apparaissant comme une alliance inébranlable pendant des décennies, le lien entre la paysannerie et la droite bourgeoise s'est sensiblement distendu depuis les années 1990. Retour en arrière sur les origines du «bloc bourgeois».

Entre le début du 20^{ème} siècle et les années 1990, l'alliance entre industrie d'exportation, place financière et Union suisse des paysans (USP) était solide, très solide. Le «bloc bourgeois» que ces forces sociales et politiques formaient ensemble, basé sur une politique agricole fédérale «planiste» et le soutien de l'USP à la politique économique et sociale de la droite bourgeoise, représentait en effet une forteresse imprenable pour la gauche.

Or, à l'heure de la libéralisation continue de la politique agricole et des pressions incessantes sur le monde paysan (cf. article page 7), un détour par l'histoire en vaut la peine. Il permet d'une part de mettre en évidence la montée en puissance des organisations paysannes. D'autre part, il illustre que tout comme la cooptation de la paysannerie au début du siècle passé était un choix politique de la droite, l'affaiblissement de son alliance avec les agriculteurs peut aujourd'hui ouvrir de nouvelles perspectives à la gauche.

SOCIALISME SUISSE ET PAYSANNERIE

Du fait de l'intégration de l'USP dans le «bloc bourgeois», une coalition entre socialistes et agriculteurs n'a jamais été à l'ordre du jour en Suisse. Or, en particulier avant la Deuxième Guerre mondiale, les deux forces sociales ont connu des moments passagers d'entente. Ainsi, lors de la votation sur le monopole fédéral sur l'importation du blé en 1926, le mouvement ouvrier et l'USP scellent une éphémère alliance «rouge-verte». Pendant la Grande dépression des années trente, c'est l'«initiative de crise» qui favorise un rapprochement entre agriculteurs et syndicalistes.

Aujourd'hui comme dans le passé, des revendications communes entre la gauche et la paysannerie peuvent se construire. Sur la question des taux hypothécaires tout d'abord, sur la différence flagrante entre prix de production et prix de consommation de biens alimentaires ensuite (cf. entretien p. 10), et enfin sur la question du rôle de l'Etat dans l'économie, par exemple en exigeant la définition d'une politique de service public en matière d'agriculture.

LA PAYSANNERIE COMME ACTEUR POLITIQUE

C'est surtout à partir de la lutte autour des enjeux du tarif douanier de combat de 1902/1903, que les paysans deviennent un acteur politique incontournable. A cette occasion, l'USP réussit à arracher d'importantes concessions en matière de protection du marché intérieur aux milieux d'exportation jusqu'alors presque seuls maîtres de la politique économique suisse. Désormais, la bourgeoisie industrielle radicale-démocratique et libérale doit, après les catholiques-conservateurs, également tenir compte de l'USP dirigée par une figure centrale de l'histoire suisse, Ernst Laur.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'importance du secteur agricole s'affirme davantage sur le plan économique en raison des difficultés d'approvisionnement alimentaire du pays, tandis que lors de la grève générale de 1918 la paysannerie confirme son rôle d'allié incontournable pour une bourgeoisie décidée à combattre la

montée en puissance du mouvement ouvrier. Il s'agit de la première épreuve du feu du «bloc bourgeois». Pendant ces mêmes années intervient la fondation des partis artisans, paysans et bourgeois (PAI/PAB) dans les cantons de Berne et de Zurich par une élite paysanne foncièrement bourgeoise. Ces partis à l'orientation anti-socialiste marquée sont la traduction politique du nouveau statut de la paysannerie. En 1929, le premier conseiller fédéral PAI, le bernois Rudolf Minger, entre au Conseil fédéral, signe manifeste de la volonté de la droite industrielle et financière de ressouder un «bloc bourgeois» temporairement mis à mal par des divergences autour de la question du monopole étatique d'importation du blé panifiable.

ENTRE PROTECTION ET CONTESTATION

Pendant l'entre-deux-guerres, le protectionnisme commercial croissant s'accompagne d'un rôle toujours plus important des subventions de la Confédération. Tout d'abord concentré sur la modernisation de l'économie agricole, le soutien financier direct à la production laitière et à l'économie céréalière indigènes s'intensifie à partir de la Première Guerre mondiale.

Avec la crise économique mondiale des années 1930, un tournant majeur est atteint. L'élargissement de la politique des subventions et le protectionnisme douanier renforcé jettent les bases de la politique agricole planificatrice de la Suisse qui se consolide pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Les principales mesures ont trait au soutien au prix du lait et au renforcement de la production de blé. Les subventions versées à ce titre absorbent rapidement la majeure partie des moyens financiers mis à disposition par les autori-

tés fédérales. Le lait et le blé profitent désormais de façon permanente d'une garantie de reprise de la production à un prix fixé par l'Etat.

«PLANISME AGRICOLE»

C'est la «Loi sur l'agriculture» de 1951 qui reflète le plus fidèlement cette conception «planiste» de la politique agricole. Sur la base de l'expérience de la guerre, l'agriculture se voit octroyer comme principale mission la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Un objectif aussi irréaliste qu'idéologiquement porteur comme l'a montré le fameux «Plan Wahlen». Or, une différence importante est faite entre la préservation de l'agriculture suisse et celle des paysans eux-mêmes. Ainsi, la diminution des effectifs de la population paysanne est ouvertement assumée. Entre 1950 et 1970, celle-ci se réduit environ de moitié et passe à 10% de la population totale du pays. En 1990, ce taux correspond à moins de 5%.

Le «planisme agricole» et les liens bureaucratiques forts entre l'USP et la Confédération mènent également la vie dure à des mouvements paysans plus contestataires. Un constat qui vaut notamment pour l'Union des producteurs suisses (UPS), ancêtre d'*Uniterre* dont les revendications se heurtent presque toujours à une fin de non-recevoir de la part du mastodonte USP. Cette donne aussi change à partir des années 1990.

Philipp Müller

Pour en savoir plus: Werner Baumann, Peter Moser, Bauern im Industriestaat: agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968, Zürich: Orell Füssli Verlag, 1999.

DOSSIER: AGRICULTURE: UN CHAMP POLITIQUE EN FRICHE

Quand les milieux économiques laissent tomber l'agriculture

Depuis le début des années 1990, le paysage de l'agriculture suisse a profondément changé sous l'effet des réformes libérales.

Dans la majeure partie des pays industrialisés, le secteur agricole est resté pendant longtemps fortement contrôlé par l'Etat, notamment pour assurer certains objectifs politiques, comme garantir la sécurité de l'approvisionnement du pays. Loin d'être soumise aux règles du marché, l'agriculture était souvent fortement protégée et subventionnée. Cela était particulièrement vrai en Suisse, où le secteur agricole était parmi les plus protégés et subventionnés des pays de l'OCDE.

Grâce à un puissant *lobby* de l'Union suisse des paysans (USP), et au soutien des milieux patronaux et des partis de droite, l'agriculture suisse est restée pendant longtemps l'«enfant chéri» de la politique suisse. C'était l'époque d'un «bloc bourgeois» bien organisé autour des principales associations économiques et des partis de droite (voir art. p. 6). Cette politique se combinait à une valorisation symbolique du mode de vie paysan, censé représenter le bon sens terrien du peuple helvétique. Tout cela a basculé depuis le début des années 1990.

LA RUPTURE DES ANNÉES 90: PLUS DE MARCHÉ, PLUS D'ÉCOLOGIE

Sous la pression de la libéralisation du commerce international impulsé par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), successeur du GATT, et du changement d'attitude des milieux patronaux et des partis de droite, les différentes réformes de la politique agricole ont introduit une plus grande dose de concurrence dans le secteur en supprimant les prix garantis à la production. Une des clefs de voûte de ce changement résidait dans le remplacement progressif des soutiens aux prix agricoles par des paiements directs non-liés à la production, mais selon des critères écologiques ou en fonction de la taille des exploitations. Ainsi, les revenus des paysans ne sont plus liés à la poli-

tique des prix, mais à d'autres considérations.

Un des objectifs majeurs des réformes des années 1990, parallèlement à la libéralisation du secteur, consistait à introduire une plus grande «écologisation» de la production agricole en imposant de nouveaux critères écologiques dans la fixation des revenus agricoles. Sur ce point, de nombreux progrès ont pu être réalisés.

RESTRUCTURATION EN PROFONDEUR DU SECTEUR AGRICOLE

Les diverses réformes de la politique agricole se sont traduites par une profonde restructuration du monde paysan au cours des quinze dernières années. La situation matérielle et les conditions de vie de la population paysanne ont connu une très nette détérioration. Tout d'abord, le nombre d'exploitations agricoles a fortement diminué (-30'000), les plus petites étant les plus particulièrement touchées. D'autre part, le revenu paysan, de même que les prix à la production, ont baissé de près de 25% depuis 1990.

Cependant, et cela constitue une des critiques majeures des milieux paysans, cette diminution des prix à la production ne s'est pas répercutée au niveau des consommateurs (les prix à la consommation auraient même augmenté de 10%). Les intermédiaires, transformation et distribution des produits, n'ont pas suivi la baisse des prix imposée aux paysans et ont pu augmenter leur marge de manière importante. De plus, les prix des moyens de production de l'agriculture n'ont également pas baissé.

Parallèlement à ces changements structurels, les milieux paysans se sont affaiblis sur le plan politique. Alors que l'USP, principal *lobby* agricole, perdait des plumes, d'autres organisations paysannes, comme *Uniterre* (successeur de

l'UPS), plus proches de la gauche, gagnaient en audience. Par ailleurs, la transformation de l'UDC, d'un parti agrarien défendant prioritairement les paysans à un parti xénophobe et ultra-libéral sur le plan économique, sous l'impulsion de l'UDC zurichoise, a ouvert le jeu des rapports de force politiques dans le domaine de la politique agricole.

QUELLES REVENDICATIONS POLITIQUES?

Même si certains aspects des réformes de la politique agricole vont dans la bonne direction en favorisant de nouveaux modes de production au sein de la paysannerie (plus d'écologie, moins de surproduction), il faut reconnaître que l'agriculture n'est pas un secteur économique comme les autres et ne doit pas être simplement soumise à un libéralisme économique pur et dur. Il est fondamental que l'Etat fixe un certain cadre pour organiser ce secteur, en répondant à des priorités politiques prenant en compte des critères sociaux et écologiques (qualité des produits, proximité de la production, conditions de production, impact sur l'environnement, préservation des paysages).



PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOD

Face aux changements subis au cours des quinze dernières années, les positions des milieux paysans ont passablement évolué, comme l'a montré leur récente prise de position à l'égard des OGM. Nombre de revendications des milieux paysans convergent avec celles de la gauche. Cette dernière ne saurait limiter son discours à demander des baisses des prix, mais devrait plutôt promouvoir des «mesures d'accompagnement», qui permettent une adaptation socialement supportable pour les milieux agricoles et rejoignent les préoccupations de ces derniers.

André Mach

POLITIQUE AGRICOLE 2011: POURSUITE DES RÉFORMES LIBÉRALES

Le nouveau projet de politique agricole 2008-2011 mis en consultation par le Conseil fédéral l'automne passé a suscité de vives réactions de la part des milieux paysans, aussi bien de l'USP que d'*Uniterre* qui se sont opposées au projet. En novembre dernier, ils étaient plus de 10'000 à manifester à Berne contre le projet du Conseil fédéral.

Les principales critiques concernent la poursuite de la baisse des prix, qui imposeraient une diminution supplémentaire de 25 à 30% des revenus de l'agriculture. Selon l'USP, le revenu agricole diminuerait de 3 à 2.3 milliards de francs. Parallèlement, les milieux paysans revendiquent que la Confédération agisse de manière efficace contre les abus de position dominante de quelques gros distributeurs qui profitent de la baisse des prix à la production sans les répercuter sur les consommateurs.

AM

DOSSIER: AGRICULTURE: UN CHAMP POLITIQUE EN FRICHE

L'OMC, les paysans et le libéralisme débridé

Présentée comme la panacée pour l'agriculture des pays du Tiers-Monde, la libéralisation du secteur sert les intérêts des grandes entreprises de l'«agro-business» au détriment des petits paysans.

Par Marianne Hochuli,
Déclaration de Berne.

Les enjeux des négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont énormes. La baisse des barrières douanières pour les produits industriels menace la survie de ce secteur industriel de nombreux pays en voie de développement (PVD). La libéralisation des services est un formidable instrument de destruction des services publics, par exemple l'accès à l'eau. Le même constat vaut également pour le secteur agricole où les contre-réformes

proposées menacent de nombreux pays et leur paysannerie.

OUVRIR LES MARCHÉS

Ce sont en particulier les grands pays exportateurs comme les Etats-Unis mais également le Brésil en tant que *leader* du G 20 (le groupe des pays les plus importants du sud) qui revendiquent une large diminution des tarifs douaniers afin d'ouvrir de nouveaux marchés à leur industrie agricole. Face à eux, se retrouvent les pays importateurs de produits agricoles parmi lesquels on compte notamment de nombreux PVD. Par une réduction

radicale des barrières commerciales, la survie des petits paysans indigènes de ces pays serait clairement menacée en raison de l'afflux massif d'importations agricoles bon marché. Les PVD ne sont en effet guère en mesure de verser des subsides à leurs petits paysans afin de combler le manque à gagner résultant de cette ouverture commerciale. C'est pour cette raison qu'ils revendiquent le droit à la protection des produits alimentaires de base indispensables à la sécurité alimentaire et au développement rural. Dans le contexte des négociations en cours, la fausse orientation prônée par l'OMC s'illustre de façon

particulièrement saisissante car la concentration sur les exportations et les intérêts des multinationales de l'agro-alimentaire ne tient aucunement compte des réalités de vie des petits paysans.

DÉTRUIRE L'AGRICULTURE LOCALE

La principale demande émanant des PVD ne concerne pas l'ouverture des marchés ou la réduction des tarifs douaniers. Ils exigent surtout la fin de la politique de *dumping* poursuivie par les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) qui, tous deux, versent des sommes astronomiques à leurs agriculteurs pour combler la différence entre le coût de production et le prix à l'exportation des marchandises agricoles vendues dans les pays du sud. A cause de ces importations bon marché, les producteurs locaux se retrouvent en difficulté pour vendre leur propre production ou sont obligés de vendre à un prix inférieur à leurs coûts de production. Les Etats-Unis et l'UE ont promis d'en finir lentement avec leur politique de subventions à l'exportation. Aucune date butoir n'a cependant été fixée à l'heure actuelle. En outre, il convient également de rappeler que les Etats-Unis écoulent depuis longtemps déjà leurs surplus agricoles par le biais de l'aide alimentaire internationale.

LES EFFETS DE HONGKONG

Après d'âpres négociations, les pays membres de l'OMC se sont finalement mis d'accord pour faire disparaître toutes les subventions à l'exportation dans le domaine agricole d'ici 2013. Or, malgré cette décision, les pays industrialisés maintiendront intacte la possibilité de protéger leurs marchés. Quant aux inquiétudes légitimes de millions de petits paysans, elles n'ont pas été à l'ordre du jour à Hongkong.

Adaptation d'un article paru dans la WoZ du 24 novembre 2005.

Marianne Hochuli

LA SUISSE ET L'OMC: BEAUCOUP DEMANDER, NE RIEN DONNER

«La prise en otage du système commercial par les exportateurs agricoles doit prendre fin. Il est inadmissible que le 8,2% du commerce international puisse saper les fondements de tout le système.» C'est en ces termes que s'est exprimé Luzius Wasescha, principal négociateur suisse à l'OMC, dans les colonnes de la *NZZ am Sonntag*, le 30 octobre 2005. En recourant à des comparaisons se référant à la faune, il a également parlé d'une dictature des quatre éléphants (Etats-Unis, UE, Brésil, Inde) au sein de l'OMC. Il est vrai que les propositions des exportateurs agricoles menacent de nombreuses paysannes et paysans car la Suisse protège ses propres produits comme la viande, les légumes et le lait par des tarifs douaniers de plus de 100%. Tout comme ses alliés, la Suisse refuse d'accepter un tarif maximal de 100% et elle a même brandi la menace du veto. Sur le plan des tarifs douaniers, les intérêts suisses sont les mêmes que ceux de nombreux PVD. En effet, anciennes colonies des pays membres de l'UE, les Etats dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) craignent une réduction générale des barrières commerciales car elle signifierait la fin de leur accès préférentiel au marché européen.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Or, alors que la Suisse s'engage en faveur d'une agriculture protégée et multi-fonctionnelle – tenant également compte de la protection des paysages et des animaux ainsi que du développement rural régional –, elle se comporte elle-même comme un éléphant par rapport à la question des produits industriels et des services. Ainsi, la Suisse demande aux PVD des réductions radicales de leurs tarifs douaniers pour l'importation de biens industriels afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux produits helvétiques. Interrogé sur cette incohérence lors d'une conférence de presse à Genève fin juillet 2005, le conseiller fédéral en charge du dossier OMC, Joseph Deiss, a répondu de façon lapidaire que l'on ne pouvait pas comparer les deux secteurs.

SERVICE, SERVICE

La Suisse demande également aux PVD d'ouvrir leur marché pour les banques, les assurances et les entreprises de tourisme et de transport. De surcroît, elle soutient la revendication de l'UE visant à prescrire un nombre minimal de domaines dans lesquels les PVD ouvrent leurs marchés en matière de services. Dans une lettre adressée à la *Déclaration de Berne* le 15 août 2005, Joseph Deiss prétend que la Suisse s'engagera en faveur d'un accord général flexible sur les services. Or, notre pays a en réalité d'ores et déjà développé une méthode pour évaluer les propositions de libéralisation faites par les pays en question. Si ces propositions ne devaient pas correspondre aux attentes des pays industrialisés, la pression sur les PVD sera intensifiée en conséquence. La Suisse brise ainsi une promesse faite en 1994 selon laquelle elle s'engagera pour un Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS) favorable aux PVD. Luzius Wasescha le formule aujourd'hui ainsi: «Personne n'ose sérieusement penser que les quatre éléphants (...) relégueront les autres membres de l'OMC au rôle de spectateurs (...). Il en va ici de la crédibilité des valeurs.»

DOSSIER: AGRICULTURE: UN CHAMP POLITIQUE EN FRICHE

Se sucrer sur le dos des paysans suisses

Les producteurs de betteraves sucrières suisses seront durement touchés par les conséquences des négociations à l'OMC et les évolutions de la politique agricole.

Au pays du chocolat, il est normal que les paysans produisent de quoi subvenir à 80% de la consommation de sucre. Bon an, mal an, les 7000 cultivateurs suisses de betteraves remplissent le quota de 200'000 tonnes de sucre, et ceci avec une productivité à l'hectare championne du monde. La betterave sucrière est une des rares productions où les prix helvétiques sont inférieurs aux prix européens.

Pourtant, à l'horizon 2009, la nouvelle politique agricole prévoit la libéralisation de ce marché par une réduction drastique du soutien à la production. Une chute des prix de l'ordre de 50% en résulterait. Le revenu du travail serait bien inférieur au seuil minimal défini par les associations professionnelles pour garder cette production intéressante. Dans ces conditions, il n'y a plus d'intérêt à cultiver la betterave sucrière en Suisse. Et déjà on conseille aux paysans de ne plus y investir à long terme. Comment en est-on arrivé à ce gâchis?

DANS L'OMBRE DE L'OMC

Au niveau mondial, le Brésil est le principal exportateur de sucre. Sa structure de production est dominée par les très grandes exploitations qui laissent peu de place aux petits paysans. Les conditions de travail y sont exécrables et la forêt amazonienne paie les frais d'une exploitation intensive.

Le Brésil, appuyé par d'autres gros exportateurs agricoles, comme la Thaïlande ou l'Australie, fait le forcing à l'OMC afin d'obtenir un accès libre pour ses produits aux marchés des pays européens. Bingo en juin 2005! L'Union européenne cède et sacrifie sur l'autel du commerce international – et de ses secteurs exportateurs – sa production de sucre, annonçant la réforme de «l'organi-

sation commune du marché du sucre», soit la fin du soutien aux producteurs de betteraves. Les prix européens doivent chuter de 40% d'ici à 2009. Les gagnants de cette libéralisation? Les grandes exploitations sucrières industrielles qui vont concentrer l'essentiel de la production mondiale. Les paysans européens, à moins d'être de très gros producteurs industriels, ne pourront plus se battre sur ce marché. Et il n'est de loin pas sûr que les consommateurs profiteront vraiment d'une baisse des prix, qui devrait plutôt engraisser les marges des multinationales de l'agro-alimentaire.

LA SUISSE LIBÉRALISE

Quant à la Suisse, elle suit simplement les résultats des décisions européennes. Suite aux bilatérales II, les prix suisses doivent s'aligner sur les prix européens. Dans son projet de politique agricole 2011, la Confédération prend acte de la fin du soutien européen à la betterave sucrière et en tire les conséquences: les prix suisses vont chuter de près de 50% jusqu'en 2009. Des mesures de compensation, sous formes de paiements directs, sont prévues, mais elles apparaissent bien insuffisantes pour combler le manque à gagner. Surtout, la Confédération fait savoir qu'elle cessera de subventionner les sucreries d'Aarberg et de Frauenfeld (qui regroupent l'essentiel de la production helvétique). Dans le cadre du marché suisse du sucre, hautement régulé et interdépendant, c'est un maillon essentiel qui saute. Malgré l'appel à une augmentation de la productivité, la fin de la production suisse de sucre est la direction claire vers laquelle tend cette nouvelle politique, alignée sur les décisions européennes, elles-mêmes tributaires des négociations à l'OMC.

PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOUD



UNE PRODUCTION DE SUCRE SOLIDAIRE ET DURABLE

Pourtant, comme le notent la Coordination paysanne européenne et Uniterre, une production sucrière en Europe ou en Suisse reste possible et souhaitable. A condition de considérer qu'il n'y a pas trop de producteurs, mais trop de production; que l'Europe doit cesser de produire pour l'exportation, sans cesser de produire pour

elle-même. Ce qui est le cas de la Suisse. Les consommateurs ne profiteront pas d'une baisse des prix, accaparée par les intermédiaires. Par contre ils seront touchés de plein fouet par des évolutions qui demandent toujours plus de productivité et de dérégulation économique, au détriment des conditions sociales et environnementales.

Romain Felli

QUELLES RÉPONSES AU «CAUCHEMAR DE DARWIN»?

AGRICULTURE LOCALE ET COMMERCE ÉQUITABLE

Cycle de 3 x 3 conférences publiques de janvier à mars 2006, à Lausanne, Genève et Neuchâtel.

La Revue Durable, en partenariat avec *Uniterre*, la DDC et *Le Courrier* organise un cycle de trois conférences publiques – répété dans trois villes: Genève, Lausanne et Neuchâtel – sur les questions brûlantes de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture durable et d'un commerce plus équitable.

Le premier cycle porte sur «préserver les écosystèmes», le second sur «préserver les populations» et le troisième sur «vive l'agriculture locale!».

Le but de ce cycle est de tenter de discerner les pistes les plus intelligentes et les plus appropriées que le citoyen suisse est en mesure de suivre pour améliorer la situation des habitants de toutes les régions sur ces questions.

Programme complet sur www.larevuedurable.com

DOSSIER: AGRICULTURE: UN CHAMP POLITIQUE EN FRICHE

D'autres bases pour l'agriculture

Face aux évolutions de la politique agricole suisse et aux enjeux du commerce international, comment se positionne le syndicat paysan Uniterre, défenseur d'une agriculture durable.

Entretien avec Gérard Vuffray, ingénieur agronome et secrétaire à Uniterre.

Pages de gauche: La politique agricole suisse 2011 (PA 2011) vient d'être mise en consultation. Elle prévoit une baisse importante du soutien à l'agriculture, ainsi que plus de «compétitivité». Comment analyser ces évolutions?

Gérard Vuffray: Uniterre a considéré que le projet du Conseil fédéral était inacceptable et demandé qu'il soit fondamentalement remanié sur la base d'une conception beaucoup plus conforme à la Constitution et au mandat qu'elle assigne à l'agriculture.

Nous ne partageons pas le bilan qui est tiré des trois réformes entreprises depuis les années 90. Nous constatons un refus quasiment absolu de reconnaître les échecs de cette politique, notamment en matière de revenu agricole. Et nous sommes extrêmement préoccupés par sa vision rigide de l'évolution de l'agriculture.

Les consommateurs ne bénéficient-ils pas de la baisse des prix?

En quinze ans de poursuite quasi obsessionnelle de la compétitivité, l'écart des prix à la production entre la Suisse et l'UE s'est réduit de 3%. Pendant la même période, l'écart des prix à la consommation s'est creusé de 31% à 38%. C'est un échec retentissant. Or, la PA 2011 propose de poursuivre la fuite en avant vers des prix à la production toujours plus bas. Ceci alors que la part des produits agricoles de base dans le coût de l'alimentation est toujours plus faible. Et que le coût de l'alimentation en Suisse est déjà le plus bas d'Europe, par rapport au budget des ménages.

Qui en profite alors ?

Les prix agricoles ont chuté en moyenne de 25 % dans les quinze dernières années, et les prix à la consommation ont au contraire augmenté de plus de 10 %. Cela veut dire que les partenaires économiques de l'agriculture ont augmenté de manière considérable leurs marges. Au lieu d'intervenir

pour freiner les abus de positions dominantes, au lieu de rééquilibrer les forces entre 65'000 paysans et une poignée de transformateurs-distributeur, la Confédération veut encore accentuer la pression sur le monde paysan.

En quoi les décisions prises à l'OMC peuvent-elles influencer la politique agricole suisse?

Il est déplorable de constater que l'agriculture est devenue une monnaie d'échange au bénéfice d'autres secteurs de l'économie. Ceci menace l'existence même de l'agriculture familiale et multifonctionnelle en Suisse, alors que le taux d'autoapprovisionnement du pays est déjà un des plus bas de la planète (environ 60%). L'assujettissement de la politique agricole aux objectifs de libéralisation du commerce international devient de plus en plus contradictoire avec les dispositions de la Constitution et avec les vœux d'une majorité de la population. Le projet de PA 2011 prévoit une réduction jusqu'à 25 à 30 % des recettes de l'agriculture sur l'autel de l'OMC. C'est tout simplement inacceptable.

Comment contrer cette domination du commerce ?

Uniterre en Suisse, la *Coordination paysanne européenne* et *Via Campesina* au niveau mondial demandent la reconnaissance de la souveraineté alimentaire en tant que droit fondamental, un droit prééminent sur les règles du commerce.

Quelles alternatives défendez-vous?

Uniterre demande que la PA 2011 soit basée sur d'autres postulats, tels que la souveraineté alimentaire, le respect de prix équitables, la gestion maîtrisée des volumes de production et l'adaptation du nombre de paysans

à la masse réelle de travail. Nous revendiquons l'augmentation du nombre de paysans et de personnes actives en agriculture, pour leur permettre d'avoir des durées de travail normales. Nous encourageons toutes les initiatives qui visent à recréer des liens directs entre paysans et consommateurs (ex.: la vente directe), de même que celles qui relocalisent la valeur ajoutée dans des produits de proximité (produits régionaux, de terroir, AOC et IGP, labels de qualité, agriculture sans OGM,...).

Le défi des années à venir sera de faire admettre que seule une agriculture de proximité est capable de satisfaire à des critères de durabilité écologiques, sociaux et économiques (dans le sens où toutes les personnes qui travaillent en agriculture sont en droit d'en tirer des revenus décents).

Sur cette base, un rapprochement entre la gauche et le monde paysan est-il possible?

Objectivement, la poursuite d'un agenda néo-libéral pur et dur signifie rayer de la carte l'agriculture suisse en tant qu'activité économique réelle, au nom d'une idéologie qu'on trouve plutôt à droite qu'à gauche ou chez les verts. Encore que certains représentants syndicaux (Serge Gaillard) ou politiques (Peter Bodenmann, et même Rudolf Strahm par certains côtés) sont parfois extrêmes dans le libéralisme qu'ils prônent pour l'agriculture.

Il y a des gens qui réfléchissent dans tous les milieux sur les questions liées à l'alimentation et à l'agriculture. Espérons que les nouvelles alliances puissent se renforcer suffisamment rapidement avant que trop de dégâts soient commis par l'actuelle vision dominante de l'économie...

Propos recueillis par la rédaction

LA FRC ET LES PAYSANS

Depuis un certain temps, le rapport entre le monde agricole et les organisations des consommatrices et des consommateurs s'inscrit dans une volonté de coopération de plus en plus forte. C'est ce qu'illustre la position de la Fédération romande des consommateurs (FRC) par rapport à la révision en cours de la politique agricole fédérale (PA 2011). Bien que la FRC soutienne le Conseil fédéral dans sa politique visant à introduire davantage de critères écologiques et de marché dans l'agriculture, trois points de convergence possibles méritent d'être soulignés. 1. La demande d'un contrôle effectif sur les prix afin de garantir un prix adéquat au producteur et au consommateur final. 2. La défense du principe de la souveraineté alimentaire et, par conséquent, la préservation de biens alimentaires produits en Suisse. 3. Une législation sur les denrées alimentaires intégrant des dispositions portant sur l'étiquetage et la désignation de l'origine des produits agricoles.

Réd.

Amérique latine: un continent qui ne cesse de surprendre

La surprenante victoire électorale de Evo Morales en Bolivie constitue un fait significatif. En effet, c'est la première fois qu'un Indien occupe la présidence d'une nation latino-américaine.

Par Sergio Ferrari, E-Changer.

À peine deux semaines avant l'ascension du leader aymara-cocalero, à l'autre bout du continent, le sous-commandant Marcos initiait «l'autre campagne», quittant son quartier général du Chiapas en direction du Mexique, qu'il va parcourir six mois durant dans le but de réer de nouvelles alliances stratégiques.

Deux images presque parallèles dans le temps – la bolivienne et la zapatiste –, significativement différentes, peut-être complémentaires, d'une Amérique latine qui ne cesse de surprendre. Et qui masque derrière les manœuvres politiques de ses principaux mouvements et dirigeants, de nouveaux espoirs, des questionnements profonds et des dilemmes non résolus.

L'EFFERVESCENCE INSTITUTIONNELLE

L'Amérique latine connaît en 2006 dix élections présidentielles, si l'on tient compte du second tour du 15 janvier au Chili: le Costa Rica (en février), le Pérou (en avril), la Colombie (en mai), le Mexique (en juillet), le Brésil et l'Équateur (en octobre), le Nicaragua (en novembre), le Venezuela (en novembre-décembre) et Haïti probablement en février.

La possible victoire du candidat de centre-gauche Andrés López Obrador au Mexique, les aspirations du sandinisme à gouverner à nouveau le Nicaragua et les présidentielles brésiliennes constitueront sans doutes les moments-clés de cette intense année électorale.

À côté de ces événements à venir, le continent compte en ce début d'année une constellation de gouvernements, des plus «révolutionnaires» aux plus «progressistes». Cuba et le Venezuela, parmi les premiers. En Bolivie, Morales débute et définit son terrain, le Bré-

sil de Lula, l'Argentine de Kirchner, l'Uruguay et Tabaré Vazquez, le Chili et Michelle Bachelet parmi les seconds. Réalité qui dénote un rapport de forces jamais vu auparavant, même au début des années 1970. Aujourd'hui, les trois quarts de l'Amérique du Sud vivent un élan rénovateur – malgré les différents modèles en présence – en se montrant favorables au MERCOSUR (marché commun d'Amérique latine) et en se distanciant de la Maison-Blanche et de son principal projet hégémonique, à savoir la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques).

LES ENJEUX DES MOUVEMENTS SOCIAUX

S'il fallait trouver le dénominateur commun de cette nouvelle vague, il s'agirait de la critique de plus en plus généralisée du néolibéralisme, mis en œuvre depuis plusieurs décennies par Washington (non seulement par les gouvernements nord-américains mais aussi par les institutions financières et leur «consensus» proclamé à grand fracas).

Les électeurs de ces pays en ont assez d'un modèle qui accroît la pauvreté, la polarisation sociale et l'exclusion. Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que les plus importants mouvements sociaux (en constante progression) ont promu activement durant ces dernières années les campagnes sud-américaines contre la ZLEA, contre toute intervention militaire ou imposition politique (que ce soit le Plan Colombie ou la stratégie Puebla-Panama), et en faveur d'une réelle démocratisation du continent.

La pugnacité de ces mouvements est réelle. Par exemple, les mouvements indiens du Mexique (exprimés politiquement par le mouvement zapatiste), de Bolivie (principale base d'appui à Morales), ou d'Équateur, ou les combatives

organisations paysannes, comme le MST brésilien (Mouvement des travailleurs sans Terre), colonne vertébrale de la Via Campesina présente sur la totalité du continent. Ou encore les expériences croissantes des «sans» de différents pays, qu'ils soient sans toit ou sans travail. Ils sont néanmoins tous porteurs d'une profonde réflexion altermondialiste exprimée tant dans les rencontres internationales que dans les forums sociaux mondiaux, régionaux ou locaux.

Trois dilemmes conceptuels essentiels agitent l'«euphorie institutionnelle» latino américaine actuelle: l'autonomie des mouvements sociaux face aux partis; la marge de manœuvre des partis pro-

gressistes qui arrivent au gouvernement pour proposer un programme réellement alternatif au sein de l'actuel modèle dominant (grand débat du PT brésilien); et, finalement, la frontière entre «réforme» et «révolution», équation essentielle présente presque quotidiennement dans la réflexion de la gauche mondiale (aspirer au gouvernement avec quel programme et pour développer quelle politique?). En résumé, l'Amérique latine constitue un laboratoire pratique pour la gauche internationale, qui se regarde dans un miroir pour essayer de trouver d'autres pistes d'analyse et de pratique.

Traduction: Rebecca Ruiz

AMBIGÜITÉS CHILIENNES

L'élection de Michelle Bachelet comme présidente du Chili est tout d'abord un signe fort. Socialiste de longue date, détenue et torturée par les sbires de la dictature d'Augusto Pinochet, cette ancienne ministre de la défense, fille d'un haut gradé militaire ayant payé sa fidélité à la démocratie chilienne avec sa vie, incarne une trajectoire et des valeurs dans lesquelles la grande majorité de la gauche du Chili peut se retrouver. Sans parler du courage que représente encore aujourd'hui le fait d'assumer publiquement des convictions athées et un divorce.

Or, au-delà de ces considérations liées à la personne, force est également de constater que la politique prônée par la nouvelle présidente s'inscrit dans la continuité de la perspective économique et sociale défendue par sa coalition gouvernementale, la *Concertación*, depuis 1990. Cette politique se résume *grosso modo* en un aménagement social des conséquences néfastes qu'engendre le néolibéralisme chilien qui a par ailleurs connu des singuliers approfondissements sous la *Concertación*. Et ce ne sont pas les mesures prévues dans le «Plan de 100 jours» de Bachelet qui indiquent le contraire. Prenons le chapitre «le Chili se prépare à la globalisation»: «nous créerons un système d'échange pour que plus de professeurs de pays anglophones viennent enseigner au Chili». Prenons le chapitre intitulé «la femme»: «nous allons édicter un code de bonne conduite et de non discrimination qui peut être adopté sur une base volontariste par les entreprises privées». Pas question donc d'intervenir plus fortement dans l'économie et s'attaquer aux fondements de l'inégalité criante entre classes et entre sexes que connaît le pays. Du moins pour l'instant.

Quelles méthodes face aux lois xénophobes?

Le double référendum relatif aux lois sur l'asile et sur les étrangers, dans le domaine où l'UDC réalise ses meilleurs scores, se justifie-t-il face à la menace d'un effet boomerang?

Berne, 16h25, samedi 25 novembre 2005, assemblée des délégués du syndicat Unia. Ultime point à l'ordre du jour, et pas des moindres: «Loi sur les Etrangers (LEtr) et révision de la loi sur l'asile (LAsi)». Une septième et ultime intervenante vient expliquer son mépris pour des textes qui transforment les étrangers et requérants en tricheurs et profiteurs du système, en réintroduisant sans la nommer la politique des cercles. Soutien ou lancement du référendum? Les spéculations vont bon train. Vous voyez une nuance? Un lancement suppose davantage de responsabilités qu'un simple soutien en termes de coordination de récolte de signatures, en s'engageant notamment à un certain nombre de paraphes. Mais pourquoi distinguer quand la récolte se fera de toute façon en même temps? Bref, pourquoi faire simple, quand on peut faire compliqué?

SOUTIEN

16h28, même endroit, la déléguée d'Unia finit de s'exprimer. Vasco Pedrina, président d'Unia s'éclaircit la gorge, échange un regard complice avec le reste du Comité, en un clin d'œil, la séance est levée, les

membres remerciés. Beaucoup s'attendaient à un vote quant à une décision de soutien ou lancement du référendum. La direction d'Unia préféra l'éviter par souci stratégique. Au-delà des considérations économiques qui commandent au syndicat de se serrer la ceinture en 2006 s'il veut continuer à financer ses activités, ce refus de s'engager pleinement dans la campagne révèle un malaise bien réel: pourquoi s'engager dans un référendum aux chances de succès si faibles?

RENOYER LA LETRE À SON EXPÉDITEUR

En Suisse, rien n'est aussi difficile à gagner qu'une votation en matière de droit des étrangers. Le 24 novembre 2002 encore, l'initiative de l'UDC «contre les abus en matière d'asile» et pour le refoulement systématique des requérants d'asile ayant transité par un Etat tiers, échouait à seulement 4'000 voix près, alors qu'elle obtenait une majorité des cantons. Sur plusieurs points, le refus d'entrée en matière pour des demandeurs d'asile dépourvus de pièce d'identité notamment, la révision de la loi sur l'asile se permet ce que l'initiative populaire de 2002,

pourtant ouvertement xénophobe, n'osait pas.

C'est que la politique blochérienne procède d'une vision d'ensemble qui a pour fin l'exclusion et la négation des étrangers. L'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral souscrite par radicaux et démocrates-chrétiens fut un blanc seing à l'UDC en matière de politique migratoire. L'acte d'allégeance de l'ensemble de la droite à une politique raciste, menée par son lieutenant le plus fidèle, donne ses résultats après deux ans seulement dans le pays champion des procédures législatives interminables. Blocher a d'ores et déjà accompli son travail au Département de justice et police. Tout dans son attitude l'atteste: lorgnements du côté du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, à travers des attaques de plus en plus agressives vis-à-vis de Leuenberger, retardement à l'excès des dossiers pour lesquels il n'a pas de vision, particulièrement dans la poursuite contre les criminels de guerre.

POLITIQUE DU PIRE?

À gauche et dans l'ensemble des associations de défense des droits humains, ce

double référendum apparaît comme une nécessité. Seule l'Organisation socialiste libertaire (OSL) fait bande à part. Dans sa dernière publication, l'OSL décline en quatre points une spirale de défaites qu'elle veut éradiquer: rejet de justesse d'une initiative xénophobe, suivi d'un durcissement législatif intégrant les points essentiels de l'initiative, lancement d'un référendum que les militants se sentent obligés de suivre, ponctué enfin d'une défaite cinglante en votation populaire. Les conclusions qu'elle en tire n'étonneront personne venant d'un mouvement anarchiste: il faut briser cette succession d'échecs en renonçant à lancer de tels référendums. S'il est difficile d'infirmer le schéma décrit plus haut, la critique frontale des institutions bourgeoises simplifie les enjeux. Pour le mouvement anarchiste, la lutte doit s'opérer essentiellement sur le terrain en donnant un visage aux migrants afin de leur permettre une reconnaissance sociale.

VETO

Comment ne pas envisager l'opposition à des lois xénophobes comme corollaire à cette approche? Le premier problème de la politique du pire qui appelait à l'élection de Christophe Blocher au gouvernement, c'est qu'une fois les réformes adoptées, revenir en arrière devient compliqué. Le second, est de s'avoir où s'arrêter dans le pire, à condition que cela soit encore possible. L'approche en profondeur que l'OSL appelle de ses vœux est un travail de longue haleine indispensable. Il n'exclut pas d'opposer son veto à la plus agressive des contre-réformes en matière de droit des étrangers.

BLOCHER PRIVATISE, LES CITOYENS TRINQUENT

Le secteur privé, c'est désormais bien connu, est toujours plus efficace que le public. Fort de cette maxime, le conseiller fédéral Blocher privatise et externalise. Dernier objet de son idéologie, l'informatique de son département doit être confiée au privé. Gains espérés: 16 millions de francs.

On nous annonce que les applications posant un problème de sécurité ne seront pas concernées. Reste à savoir ce que l'on entend par «sécurité», et surtout: qu'en sera-t-il de la protection des données personnelles? Qu'une entreprise privée ait accès aux bases de données d'un département aussi sensible que celui de la justice et la police ne semble pas poser de problème à notre idéologue national. C'est qu'il se méfie plutôt des fonctionnaires.

Reste donc une question: quand va-t-on enfin privatiser Christoph Blocher et l'empêcher de s'occuper des affaires publiques?

Agglo: Fribourg avance à petits pas

Fribourg innove en matière d'aménagement du territoire. Son projet d'agglomération autour de son chef-lieu prend forme. Dans la douleur et les renoncements.

L'AGGLO, PRINCIPES DE BASE

Depuis les années septante, les centres urbains perdent des habitants, souvent des riches, au profit des communes de leur périphérie. Ce qui entraîne une paupérisation des centres. Les communes limitrophes peuvent baisser les impôts et attirer ainsi des contribuables aisés. Les pauvres n'ont pas le choix, ils doivent rester. Les centres n'ont donc plus d'argent, mais le nombre de tâches ne baisse pas.

Il existe des solutions. La fusion de communes est l'une d'elles, mais les villages adjacents ne veulent plus en entendre parler. La péréquation financière ensuite. Elle existe déjà, mais les communes à la périphérie disent qu'elles doivent payer sans pouvoir toujours décider. Ou alors, on multiplie les

accords, concordats, etc. Dernière solution proposée par le PS fribourgeois il y a une quinzaine d'années: l'agglomération, appelée Agglo pour les intimes.

L'Agglomération au sens fribourgeois du terme? C'est la constitution d'une entité régionale de droit public située entre des communes liées par une communauté de destin et le canton, trop grand pour régler ce problème. En fait, il s'agit d'aider la Ville de Fribourg à assumer ses tâches. A la clé, une assemblée législative et un exécutif nouveaux.

LA CULTURE ET LES SPORTS PASSENT À LA TRAPPE!

L'assemblée constitutive de l'Agglo a décidé au début décembre 2005 de se limiter à cinq objectifs, le

modèle dit A5+: l'aménagement régional, les transports, l'environnement, la promotion économique et le tourisme. En janvier 05, les communes avaient pourtant sélectionné sept domaines d'activités, les cinq ainsi que la culture et les sports. La culture n'est toutefois pas totalement absente du modèle, puisque le «+» du A5+ correspond à la promotion culturelle.

Le financement de ces tâches a été particulièrement étudié. C'est d'ailleurs pour des raisons financières que les deux domaines ont été abandonnés. Trop chers! Dans certaines communes actuellement, on ne rêve pas beaucoup plus haut que son porte-monnaie.

Il reste deux grandes tâches à l'assemblée constitutive:

définir le périmètre final et déterminer les contributions financières des communes. Concernant le premier point, pour le moment, 10 communes sont concernées. Il s'agit de Fribourg-Ville, Belfaux, Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot, Grolley, Guin, Marly, Tavel et Villars-sur-Glâne. D'autres communes de la ceinture sont intéressées: Avry, Matran et St-Ours.

La contribution financière des communes devra être définie en 2006. C'est le gros morceau qui reste. En principe, les communes concernées soumettront les statuts au vote du peuple à la fin 2006. L'entrée en vigueur est prévue en janvier 2008.

Claude Vaucher

Vaud: Les vrais enjeux des communales

Stéphane Montangero, secrétaire de la section du PS lausannois.

Le 12 mars prochain auront lieu les élections communales dans l'ensemble du canton de Vaud. A cette occasion, et pour la première fois de manière généralisée, les étrangères et étrangers pourront élire et être élus au plan communal. C'est l'un des acquis de la nouvelle Constitution vaudoise. A Lausanne, ce sont potentiellement plus de 20'000 personnes qui obtiennent ainsi les droits politiques complets. Le scrutin du 12 mars pourra être analysé principalement selon trois axes: le rapport de force gauche/droite, la montée de l'UDC et le taux de participation des nouveaux ayant droits.

MENACES SUR LES VILLES?

En 2001, la 2^{ème} ville du canton, Yverdon, basculait à droite, créant une modification des équilibres. Cette année, l'alliance dans de nombreuses villes des libéraux et radicaux en un bloc bourgeois, réuni par exemple à Montreux sous l'étiquette «centre-droite» ou dans la capitale vaudoise

sous la bannière «Lausannensemble» (avec le PDC, mais sans l'UDC) démontre la volonté ferme de reconquête des grandes villes. Certes, l'efficacité de ces nouvelles alliances reste à prouver, comme le démontre les articles de presse relatant les tensions dues aux «fusions» imposées par le haut, mais il est certain que les combats dans les principales cités du canton seront vifs et le danger que des villes majoritaires à gauche basculent à droite est bien réel.

Ce d'autant plus que l'UDC a affiché une claire volonté de s'implanter dans les villes de plus de 10'000 habitants. Ils ont mis sur pied une machine de guerre électorale et visent la création systématique de sections dans les villes visées, selon une stratégie téléguidée d'en haut. Le message est basé sur le populisme anti-étatique et anti-abus le plus basique, sans originalité, mais martelé avec force. Et avec pour toile de fond permanente la xénophobie. Insidieusement, dans les discussions informelles, ils attisent cette haine de l'autre avec la première participation des étrangères et étrangers aux élections.

PARTICIPATION DES ÉTRANGERS

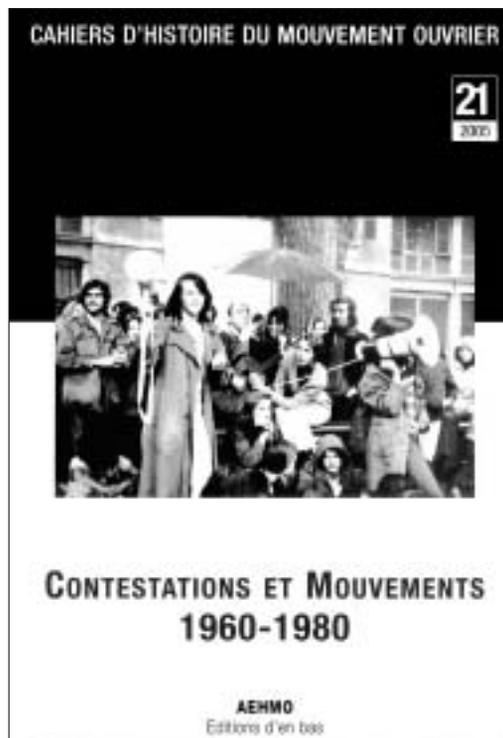
C'est bien là l'une des clés majeures de ce scrutin: plus nombreux seront les nouveaux électeurs à se mobiliser, plus cela démontrera leur volonté de participer de manière active à l'organisation de la société dans laquelle ils vivent. A contrario, une très faible participation serait

inmanquablement utilisée par les adversaires de l'extension de ces droits au plan cantonal comme un argument massue: cela ne sert à rien d'octroyer davantage de droits à des personnes qui ne s'en servent pas. Faisant ainsi fi de la complexité de notre système électoral. Mais marquant les consciences durablement.

MYSTERY PARK AU BORD DE LA FAILLITE POUR CAUSE DE MANQUE DE «VISITEURS»



Une histoire de vingt années méconnues de la gauche romande



La rigidité et l'atmosphère étouffante de la Suisse des années d'après-guerre est connue et souvent rappelée. L'idéologie de la Défense spirituelle, la Paix du travail et l'anticommunisme plom-

baient le paysage politique. Pourtant, sous le conformisme ambiant, la Suisse romande de cette époque voit naître de nombreux espaces de discussion et de contestation, riches et hétérogènes.

EN BREF

Victor le conquérant

Une vision subjective de la mémoire ouvrière, et de l'immigration italienne en Suisse, voilà ce que nous propose Raymond Durous dans l'ouvrage biographique qu'il consacre à l'histoire de sa famille. On suit avec fascination les épreuves endurées, le racisme, les brimades, l'exploitation du père engagé comme valet de ferme, puis sa socialisation dans les milieux de gauche sur les chantiers de la Genève des années 30, l'installation à Lausanne, les années de guerre, l'intégration, et toujours, rivée au cœur, la lutte pour la dignité. Une belle leçon de socialisme.

RF

Raymond Durous, Victor le conquérant, Ed. de l'Aire, Vevey, 2005

Dès la deuxième moitié des années 1950, deux facteurs contribuent à cette émergence. C'est d'une part la contestation de l'armement atomique, qui permet autour du pacifisme la rencontre entre quelques figures helvétiques du mouvement ouvrier international – comme Jules Humbert Droz – et des cercles plus larges de jeunes militants encore peu politisés, d'ailleurs rarement issus du monde ouvrier. C'est d'autre part, la décolonisation, qui crée de nombreux contacts entre de jeunes cadres des mouvements de libération nationale en exil – Jonas Savimbi, par exemple, qui étudiait à Lausanne – et les milieux intellectuels romands de gauche ou chrétiens. Sur fond de guerre d'Algérie, de vrais réseaux de soutien se mettent ainsi en place. Une imprimerie clandestine se met par exemple à travailler à Lausanne sous le bâtiment du Métropole pour le compte du FLN.

De ce creuset réunissant des membres très actifs et jeunes des groupes de soutien aux pays du tiers-monde, du pacifisme et des partis de gauche, émergent au tournant des années 1960 une série de groupes politiques de divers courants orientés à gauche. Parfois intégrés dans les organisations traditionnelles – PST ou PSS – ceux-ci partagent une même volonté de renouveler une action politique qui apparaît compromise par des organisations politiques et syndicales jugées sclérosées. C'est là que se forme, et se rencontre une génération de militants qui organisent et structurent ensuite les mouvements sociaux des années 1960 et 70. Contre la bombe atomique, la guerre du Vietnam, la police fédérale de sécurité ou Kaiseraugst, pour des garderies coopératives, ou le droit à l'avortement, ceux-ci se caractérisent à la fois par une remise en cause du modèle capitaliste et du conformisme dominant et par des formes d'expression nouvelles – manif, sit-in, occupations, etc. – souvent d'ailleurs durement réprimées.

C'est au cœur de ce monde et de cette histoire que nous emmène le 21^{ème} numéro des cahiers de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO). Œuvres de spécialistes de la question, d'archivistes ou de témoins de l'époque, la quinzaine de contributions qui y figurent tentent toutes à leur manière de restituer le contexte de création, puis l'évolution de ces mouvements sociaux très divers. Tous ne sont d'ailleurs pas ancrés dans une réalité urbaine. On lit ainsi une contribution très originale sur la contestation de la présence et du rôle de l'armée dans le canton du Jura. Puis, on revient ailleurs – grâce à une contribution portant sur le cas de la clinique genevoise de Bel-Air – sur les débats et les expériences qui agitent dans les années 70 le monde de la psychiatrie. C'est avec beaucoup d'intérêt qu'on découvre donc des pans méconnus de cette histoire. On découvre ainsi la capacité d'autocritique d'un éphémère mouvement nommé «Au fond... à gauche?» qui tente au début des années huitante de fédérer divers mouvements de gauche autour d'un projet politique alternatif. Ce mouvement servit en fait surtout à dresser un bilan acéré des années écoulées, et notait avec lucidité la poussée fulgurante du néolibéralisme.

Même s'ils paraissent parfois n'être qu'à la périphérie de ceux-ci, les mouvements sociaux des années 60 et 70 ont profondément renouvelé les débats, les positions et les pratiques du mouvement ouvrier tout en s'y rattachant. Avec ce numéro sur les mouvements et les contestations sociales, le 21^{ème} cahier de l'AEHMO s'inscrit donc en plein dans l'histoire du mouvement ouvrier de la deuxième moitié du vingtième siècle – une histoire qui reste encore largement à écrire.

OL

A lire: «Contestations et mouvements 1960-1980», cahiers de l'AEHMO No. 21, Lausanne, éditions d'En-Bas, 2005.

L'économie à la TSR: les curieuses additions d'économiesuisse

La TSR se fiche de l'actualité économique. C'est le résultat d'une étude à peine bidon d'économiesuisse, une étude dont les médias se sont fait l'écho en toute complaisance.

Le 14 décembre passé, l'organe faitier du patronat *économiesuisse* flingue la Télévision Suisse Romande (TSR). Cette dernière est accusée, preuves à l'appui nous dit-on, de négliger l'actualité économique par rapport aux autres médias romands. Dans le viseur: le *Téléjournal* et le *Journal des Régions*. Les preuves? Une étude d'*économiesuisse* réalisée en regardant la télé et en lisant les journaux entre le 12 octobre et 5 décembre 2005. Par chance, les données brutes de l'étude sont sur le site Internet d'*économiesuisse**. Et là, sur la base ses propres chiffres, autant dire que la centrale patronale a un gros problème de calcullette, tant l'étude contient des fautes grossières et additionne des pommes et des poires.

UNE ÉTUDE QUI NE PROUVE RIEN

Pour prouver que la TSR n'aime pas l'économie, les auteurs de l'étude – en réalité, treize petites pages – ont additionnés les sujets économie du *TJ* et du *Journal des Régions* pour les comparer à une autre somme, celles des articles économie de trois quotidiens romands: *Le Temps*, *Le Matin* et *La Liberté*. Sans surprise, à trois contre un, la TSR a perdu. Score: 108 reportages contre 319 articles.

Curieusement, *La Liberté* n'est pas tout de suite incluse dans ses décomptes savants. Ce n'est qu'à partir du 8 novembre qu'on l'ajoute aux calculs. Une chance donc que l'étude n'a pas duré plus longtemps, car *économiesuisse* aurait pu ajouter la *Tribune de Genève*, *l'Impartial* ou *le Nouvelliste*, histoire de gonfler ses statistiques... Mais il y a mieux. Ce que ne dit pas *économiesuisse*, c'est que dans cette somme de 319 articles, 246 (77%) proviennent d'une source: *Le Temps*, un journal dont l'essentiel du second cahier est voué à l'économie et à la finance. *Economiesuisse* se garde aussi de dire qu'un bon nombre des papiers pris en compte dans le cas du *Temps* relèvent de la communication d'entreprise, là où le travail de journaliste se limite à la mise en page.

La bonne nouvelle est donc pour les actionnaires du *Temps*. Grâce à *économiesuisse*, ils savent que leur journal fait ce qu'on lui demande et traite de l'économie. Quant à la TSR, pas de quoi fouetter un chat: elle en fait tout autant que des quotidiens comme *Le Matin* ou *La Liberté* en ce qui concerne l'actualité économique.

ECHO MÉDIATIQUE SURDIMENSIONNÉ

Ce qui est navrant, c'est l'écho médiatique de l'affaire. Entre le 14 et le 15 décembre 2005, tous les médias romands ont titré sur le fait que la TSR snobe l'actualité économique sans relever le bidonage d'*économiesuisse*. Pas un ou une journaliste n'est allé guigner la prétendue étude d'*économiesuisse* et son contenu. En fait, ce coup monté relève de l'exercice de propagande à l'état pur. Et *économiesuisse* peut se féliciter: cette attaque contre le service public a été relayé par les médias sans broncher. Décidément, au royaume du journalisme, la curiosité se perd.

Yves Steiner

*<http://www.economiesuisse.ch/f/webexplorer.cfm?id=427&tliid=1>

NDLR

Ecran de fumée

Un comité de tous bords vient de déposer une initiative populaire demandant la légalisation de la consommation de cannabis. Et du coup, les prêcheurs de l'abstinence ressortent leurs misels et lancent leurs anathèmes. A leurs yeux, les 500000 consommateurs de cannabis du pays dévoient la jeunesse, menacent l'économie, participent à la prolifération du marché noir, favorisent l'augmentation des drogues dures, offrent une résidence protégée aux dealers et aux trafiquants. Tout juste si la fumée du chanvre ne menace pas l'environnement ou ne creuse des cratères dans la couche d'ozone.

Sur ce sujet comme sur d'autres d'ailleurs, comment ne pas constater que la politique de l'UDC a contaminé la pensée politique des partis de droite? Comment ne pas conclure que la lâcheté électoraliste a pris le pas sur le souci de trouver des solutions pragmatiques? N'y a-t-il pas d'autre champ d'action que la criminalisation des problèmes sociaux ou sanitaires?

L'augmentation de la consommation de cannabis chez les plus jeunes démontre pourtant que la réponse sécuritaire connaît ses limites. Et qu'interdire ne veut pas dire intervenir. A ce titre, le ponpon vient d'être récemment tricoté par la démocrate-chrétienne Thérèse Meyer qui propose de couper la faute en deux. Fumer du cannabis, c'est péché, dit-elle, mais on allège la pénitence. Le fumeur de cannabis pris sur le fait se verra attribuer une amende, pour l'exemple. Ainsi les apparences sont sauvées: le coupable est puni et la jeunesse de ce pays épargnée par les tristes tentations. Assurer un avenir aux jeunes exigerait pourtant d'autres réponses, autrement plus ambitieuses. Comme de leur offrir des places d'apprentissage en nombre suffisant ainsi qu'une formation de qualité. Mais pour Joseph Deiss, l'amende serait vraiment trop salée. Au PDC, le cannabis est un écran de fumée décidément bien pratique.

Géraldine Savary

RÉSOLUTIONS POUR 2006

FAITES LE DAKAR,
À DAVOS!



Charles Dellberg

«Les orateurs précédents ont déclaré que pour aider au petit paysan, il fallait combattre le socialisme. Mais moi, je vous déclare que les socialistes qu'on accuse vouloir gruger le petit paysan n'ont plus rien à prendre: les banquiers ont tout nettoyé; ils ont pris la crème et n'ont laissé que le petit-lait. Il y a de gros richards qui vivent de la sueur du petit paysan. Je sais qu'il faut venir en aide à l'agriculture; mais, selon moi, seule l'application intégrale du programme socialiste peut réussir à ramener quelque bien-être dans les campagnes.»

Charles Dellberg, socialiste, lors d'un débat au Grand conseil valaisan, le 26 mai 1928, à propos d'une motion sur la crise agricole du député Frédéric Vianin. L'année suivante, le conseiller d'Etat Maurice Troillet, conservateur progressiste, annonce en réponse à cette motion «la création de caves coopératives à l'effet de lutter contre la mévente des vins». Charles Dellberg soutient cette proposition en constatant «que le collectivisme a fait du chemin au sein de notre pays.»

Source: Michel Salamin, *Le Valais de 1798 à 1940, Edition du Manoir, Sierre, 1978, p. 274.*



AGENDA

Du 17 janvier au 31 mars

Quelles réponses au «Cauchemar de Darwin»? Agriculture locale et commerce équitable – Cycle de 3 x 3 conférences publiques.

18h30 – Lausanne, Casino de Montbenon – Genève, Maison des associations – Neuchâtel, Musée d'histoire naturelle.

1^{er} cycle: 17 janvier, Lausanne – 26 janvier, Genève – 31 janvier, Neuchâtel.

2^e cycle: 14 février, Lausanne – 16 février 2006, Genève – 23 février, Neuchâtel.

3^e cycle: 16 mars, Neuchâtel – 28 mars, Lausanne – 31 mars, Genève.

www.larevuedurable.com

Jusqu'au 10 mars

Exposition de tableaux de Rita Maya Kaufmann.

Secrétariat général du Parti Socialiste Suisse, Berne.

25 janvier

Public Eye Awards 2006.

14h00, Evangelisches Kirchgemeindehaus, Obere Strasse 12, Davos-Platz.

27 janvier

L'Autre Davos «La lutte contre la pauvreté, une lutte contre les pauvres?» – Conférence.

20h00, Jugendkulturhaus Dynamo, Wasserwerkstrasse 21, Zurich.

28 janvier

Congrès du Parti Socialiste Neuchâtelois.

09h30, salle UNIA, Le Locle.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles agricoles...

«Loin d'offrir aujourd'hui aux pupilles affamés de l'Helvétie une gorge nourricière et salvatrice, l'agriculture suisse n'est plus qu'une vieille catin ridée [...]. L'agriculture suisse n'est d'aucune utilité à nos concitoyens, à l'exception partielle d'une minorité viticultrice bien inspirée. Sa productivité est le dixième de celle des autres secteurs de l'économie. Incapable de travailler au juste prix, elle vit de subsides, contraignant le consommateur à payer son pain, son lait, sa viande, son grain et ses légumes trois fois plus cher en raison des mécanismes de protection tarifaire qui la maintiennent sous perfusion pour livrer à un public captif des produits dont il ne veut pas.»

Charles Poncet, avocat genevois et ancien conseiller national libéral, in L'Hebdo, 6.11.2003.

«Le prix que l'économie suisse doit payer pour maintenir une agriculture surdimensionnée et structurée à une échelle beaucoup trop petite ne se situe pas seulement dans les prix élevés facturés aux consommateurs, dans les milliards de francs de paiements directs aux paysans et aux enfants de leurs enfants. Il pourrait

aussi nuire aux intérêts à l'étranger des branches les plus modernes et les plus productives du pays, otages des privilèges domestiques à l'agriculture.»

Beat Kappeler, publiciste, NZZ, 24.08.2003.

«En une génération, la politique agricole fédérale a réussi à faire du paysan un hybride d'indépendant ligoté et de fonctionnaire sous-payé en voie de prolétarisation. Il est symptomatique que la presse de gauche, traditionnellement hostile aux paysans, commence à leur faire les yeux doux.»

Olivier Delacrétaz, président de la Ligue vaudoise, La Nation, 17.12.2003.

«Si on applique la politique de Christophe Blocher, la moitié des fermes vont disparaître en Suisse ces dix prochaines années.»

Michel Losey, agriculteur et député fribourgeois UDC, in L'Hebdo, 4.12.2004.

«Si l'UDC abandonne sa base paysanne, alors je n'ai plus rien à faire dans ce parti. Il faudra songer à créer une dissidence.»

Le même.